

Programme d'Insertion des Enfants Déshérités (PIED-ONG)



Rapport annuel 2024

PIED-ONG

Table des matières

Glossaire	3
MOT DU DIRECTEUR EXECUTIF.....	4
II- PRESENTATION GENERALE DE PIED-ONG	4
1. Quelques chiffres et photos illustratives des actions menées au cours de l'année 202	4
2. Nos fondamentaux...	4
3. Nos valeurs	4
Respect : Nous respectons la dignité, la qualité et la responsabilité des participants, des partenaires, des donateurs et des collaborateurs	4
Engagement : Nous travaillons en parfaite harmonie avec efficacité pour l'intérêt général des communautés	4
SITUATION ET CONTEXTE GENERAL	4
NOS PROGRAMMES : PROJETS/INITIATIVE/STRATEGIE.....	4
ACTIVITES REALISEES EN 2024.....	4
PROGRAMME 1 : PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FEMME	4
2. Insérer en apprentissage les enfants victimes de traites accueillis	4
1. Accueillir et réintégrer en famille les enfants victimes de traite/exploitation	4
3. Appuyer le paiement des frais de contrat des enfants mis en apprentissage	4
5. Appuyer la scolarisation des enfants victimes de traite accueillis.....	4
4. Installés les enfants en fin d'apprentissage	4
B- Prise en charge psychosociale des adolescentes et adolescentes victimes de violence	4
RESULTATS OBTENUS.....	4
ACTIONS TRANSVERSALLE	4
A- L'accord-cadre avec le gouvernement du Bénin	4
B- Le suivi des activités des projets/programmes	4
C- La visibilité et la viabilité des actions mises en œuvre.....	4
LA PARTICIPATION DE PIED-ONG AUX REUNIONS, ATELIERS ET CONFERENCES	4
2- La participation de PIED-ONG aux réunions, ateliers de formation des structures partenaires de protection.....	4
III- LA GESTION DES RESSOURCES MOBILISEES AU COURS DE L'ANNEE 2023	4
LES DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS	4
PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025	4
QUELQUES EFFETS ENCOURAGEANTS	4
CAS DE BONNES PRATIQUES	4
TEMOIGNAGES	4
GOUVERNANCE INTERNE ET REDDITION DE COMPTE.....	4
NOS REMERCIEMENTS	4

Glossaire

Cigle/Abréviation	Définition
AME	Association des Mères d'Enfant
APE	Association des Parents d'Elèves
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
AOR	Agreement Officer's Representative
CCPE	Cadre Communal de Protection de l'Enfant
CDPE	Cadre départemental de Protection de l'Enfant
CLTE	Comité local de Lutte Contre la Traite des Enfants
CPC	Cellule de Participation Citoyenne
CP	Contrat de Performance
EPP	Ecole Primaire Publique
CLM	Community-Led Monitoring
FaFa Wa	Femme autonomes Filles ambitieuses
FFL	FONDATION FOLLEREAU LUXEMBOURG
FODDEB	Forum des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Bénin
CF	Coopérative de Femmes
CIPEC	Centre d'Informations, de Prospective, d'Ecoute et de Conseil
CVV	Comité Villageoise de veille
GUBS	Guichet Unique de Protection Sociale
JEA	Journée de l'Enfant Africain
JIF	Journée Internationale de la femme
JiFi	Journée Internationale de la Fille
MDSC	Maison de la Société Civile
ME	Mariage d'Enfant
MESTFP	Ministère de l'Enseignement Secondaire Technique et de la Formation professionnelle
MoGEC	Mobilisation communautaire des filles/adolescentes pour l'élimination des ME, VBG, grossesses précoces et autres violences faites aux enfants, la promotion des droits des filles, cohésion sociale et la gestion des conflits
PF	Point Focal
PIED	Programme d'Insertion des Enfants Déshérités
PTF	Partenaire technique et Financier
ResPESD	Réseau de Protection des Enfants en Situation Difficile
VFE	Violence faite aux Femmes et aux Filles
VBG	Violences basées sur le genre
SA	Services Adaptés
CNLS-TP :	Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose, le Paludisme, les Hépatites,
IST	Infection Sexuellement Transmissibles
DDS	DDS : Direction départementale de la santé
HSH	Homme ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes
HZ	Hôpital de Zone
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA :	Organisation des Nations Unies pour la lutte contre le Syndrome de l'Immunodéficience
OSC :	Organisation de la Société Civile
PE	Pair Educateur
PEC	Prise en Charge
PEC/VIH :	Prise en charge du virus d'immunodéficience humaine
PEPFAR:	President's Emergency Plan for AIDS Relief
PSLS	Programme Santé de Lutte contre le Sida
PTA :	Plan de travail annuel
PVVIH :	Personne vivant avec le virus de l'immunodéficience humaine
TDR :	Termes de référence
TS :	Travailleuse du Sexe

MOT DU DIRECTEUR EXECUTIF

Le Programme d'Insertion des Enfants Déshérités (PIED) est une Organisation Non Gouvernementale qui s'est assigné comme mission de « **contribuer à l'amélioration des conditions de vie des enfants en situation difficile à travers la promotion des droits de l'enfant et l'éveil de conscience des parents notamment les femmes** ». Dans l'accomplissement de cette mission, il a exécuté plusieurs projet/programmes au cours de l'année 2024 dans les domaines de la protection et la promotion des droits de l'enfant, de l'éducation et de la cohésion sociale puis de la santé sexuelle et reproductive/VIH/SIDA en collaboration avec plusieurs partenaires nationaux qu'internationaux. La mise en œuvre de ces actions a été amorcée en faveur de nos deux groupes d'impact que sont : les femmes et les filles vulnérables et les jeunes.

L'année a été riche en mobilisation de ressources ; ce qui nous a permis de lancer plusieurs nouvelles initiatives, notamment dans les secteurs de l'alphabétisation et poursuivre l'appui aux associations de femmes et jeunes vulnérables. La question de l'égalité de genre a davantage occupé toutes nos interventions, sans distinction de race, d'ethnie et de religion. Durant cette année 2024, notre collaboration avec CARE/UNICEF à travers les projets MoGES et Cash Transfer, pour le maintien des filles à l'école et la lutte contre le mariage des enfants a produits des résultats significatifs dans les communes de Djougou et Copargo où on note une baisse du taux de mariage de mineurs, de violence faites aux filles et aux femmes et l'augmentation du taux du maintien des filles à l'école.

Le mouvement d'action des jeunes U-Reporters a été activé dans les communes de Djougou et Copargo et se veut être un creuset de partage de connaissances et d'expériences pour les jeunes dans un engagement responsable de leur droit. Ce mouvement à vocation nationale s'installera progressivement dans les autres communes et sera une opportunité pour les adolescents et les jeunes de porter haut leur initiative de plaider pour la prise en compte de leurs droits.

A l'instar de notre approche d'intervention phare qu'est les groupements FaFa Wa dans nos communautés, « l'école des maris (EdM) », s'ajoute comme une approche d'engagement des hommes en faveur de la promotion du genre et des droits des femmes. Constituées principalement de 8 à 12 hommes mariés, ces EdM, se réunissent régulièrement pour mener des dialogues communautaires afin d'induire un changement progressif d'attitude et de comportements face aux actes de violences faites aux femmes et aux filles dans les communautés.

En perspective pour 2025, nous renforcerons notre présence dans le sud du pays, principalement par l'élargissement de nos interventions) avec un accent particulier sur les personnes en situation de grande vulnérabilité. Que l'occasion soit saisie, au nom de tout le personnel de PIED-ONG, d'exprimer ma profonde gratitude aux donateurs qui nous manifestent leur appui technique et financier ainsi que leur confiance pour la défense des droits des participants à nos Programmes. A l'ensemble de nos partenaires de mise en œuvre locaux, toutes les parties prenantes, étatiques, privées et de la Société Civile, nous vous exprimons notre profonde reconnaissance, tout en vous assurant de notre engagement soutenu envers les communautés les plus vulnérables, et notamment les filles, les femmes et les jeunes.

Directeur Exécutif



Moussa A. AMADOU

II- PRESENTATION GENERALE DE PIED-ONG

1. Quelques chiffres et photos illustratives des actions menées au cours de l'année 202

En 2024, au Nord et au Sud du Bénin, PIED-ONG a impacté directement et indirectement 947. 667 personnes âgées de 10 à 60 ans à travers 07 initiatives des programmes de protection et de la promotion des droits de l'enfant et de la femme, de la santé sexuelle et reproductive/VIH/SIDA et de la cohésion sociale.



Les coopératives de femmes en activités de transformation du manioc en gari



Cérémonie de remise du matériel et équipement aux enfants en fin d'apprentissage détenteurs du CQM



Séance de renforcement des capacités des structures communautaires



Formation des catalyseurs sur les compétences de vie



Réunion hebdomadaires des femmes FaFa Wa



Cérémonies de remise officielle du matériel et équipement aux groupes de femmes FaFa Wa



Prise en charge psychosociale des enfants victimes de traites et d'exploitation



Les enfants équipés et installés en activité de couture et coiffure dame



Une fille accompagnée admise au CQM



Revu semestriel du projet avec le partenaire

2. Nos fondamentaux...

Notre vision : une société où tous les enfants jouissent des mêmes droits à travers la promotion des droits de l'enfant et l'égalité de chance à tous les enfants, en construisant une jeunesse épanouie et promouvant l'autonomisation des femmes vulnérables.

Notre Mission : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des enfants en situation difficile à travers la promotion et la protection des droits de l'enfant et l'éveil de conscience des parents notamment les femmes à travers le soutien aux enfants et femmes victimes de traite, aux familles et aux communautés vulnérables. Le professionnalisme développé et l'expérience font de PIED-ONG une force pour réaliser des innovations au sein des communautés à travers la responsabilisation, le plaidoyer participatif à l'endroit des autorités politiques et traditionnelles puis à l'accompagnement des cibles dans une égalité tendant vers la performance

3. Nos valeurs

Respect : Nous respectons la dignité, la qualité et la responsabilité des participants, des partenaires, des donateurs et des collaborateurs

L'intégrité : Nous prôtons la cohérence, la logique dans nos actions avec honnêteté et transparence. Nous assumons collectivement et individuellement les responsabilités de nos actions.

Engagement : Nous travaillons en parfaite harmonie avec efficacité pour l'intérêt général des communautés

Excellence : Nous faisons une autoévaluation pour relever nos faiblesses, corriger le tir afin d'atteindre le plus haut niveau possible de performance.

SITUATION ET CONTEXTE GENERAL

PAYS : BENIN

03 programmes :

Programme 1 : Protection et promotion des droits de l'enfant et de la femme

Programme 2 : Santé sexuelle et reproductive/VIH/SIDA

Programme 4 : Cohésion sociale

06 initiatives :

Initiative 1 : Appui à l'amélioration de la prise en charge des enfants à risque et victimes de traite ou d'exploitation

Initiative 2 : Citoyenneté responsable, cohabitation pacifique et la cohésion sociale

Initiative 3 : Sensibilisation, référencement et prise en charge sanitaire des communautés vulnérables, des professionnelles de sexe et assimilés

Initiative 4 : Lutte contre le mariage des mineures, les VFE/VBG

Initiative 5 : Prise en charge psychosociale des enfants vulnérables

Initiative 6 : Réinsertion socioprofessionnelle des enfants et jeunes vulnérables ou victimes de traites ou d'exploitation

10 Départements : Atacora, Donga, Borgou, Atlantique, Litoral, Ouémé, Plateau, Mono, Couffo, collines

25 Communes d'intervention : Djougou, Bassila, Copargo, Ouaké, Matéri, Tanguiéta, Pehunco, Abomey-Calavi, Allada, Ouida, Cotonou, Comè, Grand-Popo, Houéyogbé, Bopa, Lokossa, Athiémé, Klouékamé, Toviklin, Lalo, Aplahoué, Dogbo, Djakotomè, Dassa-Zoumè, Bantè

Personnes touchées : 947. 667 âgés de 10 à 60 ans composées de :

- **455. 397 femmes** de 28 à 45 ans, analphabètes, ménagères, ayant très peu accès à l'information et à la formation,
- **368. 932 enfants dont 297. 123 filles** victimes ou exposée à la traite, l'exploitation, scolarisés, non scolarisés ou déscolarisés, orphelins âgés de 10 à 17 ans,
- **98. 231 jeunes filles et garçons** âgés de 17 à 24 ans orphelins, déscolarisés ou non scolarisés vivants avec des familles très pauvres
- **25. 107 sages**, notables, leaders religieux, chef traditionnels et élus locaux âgés de 45 à 60 ans

Budget annuel en F CFA : 385 584 656

Staff : 47 personnes dont 24 femmes

Principaux bailleurs : FONDATION FOLLEREAU LUXEMBOURG (FFL), CARE International Bénin/Togo/ Union Européenne, Fonds Mondial/Ministère de la Santé Publique, UNICEF

Principaux partenaires : Les Guichets Uniques de Protection Sociale, les conseils communaux et les Maires des communes d'intervention, les collectifs des artisans, le centre de formation professionnelle de Sérrou, les autres organisations de la société civile (OSC) de la place, les radios communautaires, la Police républicaine, l'Administration scolaire, l'Association des Parents d'Elèves, les Directions Départementales de l'agriculture (DDEAP) et des Enseignements Secondaires, Technique et de la Formation professionnelle de la Donga , le Tribunal de Djougou, l'ordre de Malte de Djougou.

Ministères partenaires : Ministère des Enseignements Maternels et Primaires, Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique, Ministre des affaires sociales et de la microfinance, Ministère de la Justice et de la législation, Ministère de la santé, Ministère de l'Enseignement Secondaire, Technique et de la Formation professionnelle.

NOS PROGRAMMES : PROJETS/INITIATIVE/STRATEGIE

PROGRAMME 1 : PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FEMME »

- Projet de lutte contre la traite des enfants dans le Nord-Bénin
- Projet « Mobilisation communautaire des filles/adolescent.es pour l'élimination des ME, VBG, grossesses précoces et autres violences faites aux enfants, la promotion des droits des filles, cohésion sociale et la gestion des conflits dans les communes de Copargo et Djougou
- Projet « Soutenir les Femmes et les Enfants des zones cotonnières (SoFEC)

PROGRAMME 2 : Santé sexuelle et reproductive/VIH/SIDA

- Programme Santé de Lutte contre le SIDA (PSLS)
- PEPART

PROGRAMME 4 : Cohésion sociale

- Projet BAKASSINE (AMOUR)
- Projet MIN FÔ (Entente)

ACTIVITES REALISEES EN 2024

PROGRAMME 1 : PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FEMME

La mise en œuvre de ce programme s'est traduite par la conduite des actions de défense, de promotion des droits de l'enfant et de la femme. Quatre (04) projets ont concerné ce programme mis en œuvre dans les communes de Djougou, Bassila, Copargo et Pehunco. Il s'agit notamment du **projet de lutte contre la traite des enfants dans le Nord-Bénin** sous financement de la **FONDATION FOLLEREAU LUXEMBOURG**, du Projet « **Mobilisation communautaire des filles/adolescent.es pour l'élimination des ME, VBG, grossesses précoces et autres violences faites aux enfants, la promotion des droits des filles, cohésion sociale et la gestion des conflits dans les communes de Djougou et Copargo** avec l'appui financier de L'UNICEF, du Projet « **Soutenir les Femmes et les Enfants des zones cotonnières (SoFEC)** et du projet MIN FÔ avec l'appui financier de CARE International Bénin-Togo .

I- PROJET DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ENFANTS DANS LE NORD-BENIN

Financé par la Fondation Follereau Luxembourg, ce projet a porté essentiellement sur la prise en charge psychosociale des enfants victimes de traite, de violences et d'exploitation accueillis au centre de transit de PIED-ONG par le biais de tribunal de Djougou, l'OCPM, le DDASM et la police Républicaine. Ces derniers ont bénéficié des actions de prise en charge psychosociale et de la réinsertion socioprofessionnelle. Démarré en 2021 pour une durée de Cinq ans, ce projet prendra fin le 31 Décembre 2025.

Les principaux résultats obtenus

1. Accueillir et réintégrer en famille les enfants victimes de traite/exploitation

Cent quatre (104) enfants dont 87 filles âgés de 08 à 17 ans accueillis au niveau des centres d'accueil ont bénéficié des actions de prise en charge alimentaire, vestimentaire, nutritionnels et sanitaires. Après l'enquête sociale, 100 enfants dont 84 filles ont été réintégrés en famille

2. Insérer en apprentissage les enfants victimes de traites accueillis

Soixante-cinq (65) enfants dont 54 filles âgés de 14 ans et plus ont été réinsérés en apprentissage après la validation de leur projet de vie élaboré par les enductrices sociales en collaboration avec ces enfants et leurs parents. 40 enfants âgés de moins de 14 ans sont retournés à l'école et 04 dont l'enquête sociale n'a pas encore abouti séjournent encore

3. Appuyer le paiement des frais de contrat des enfants mis en apprentissage

Cette activité a permis d'appuyer les parents de 15 enfants vulnérables dont 13 filles à travers le paiement des frais de contrat. Ladite activité a impliqué les responsables du collectif des artisans, des patronnes et patrons d'atelier, les enfants et leurs parents/tuteurs. Au cours des échanges, les responsables de PIED-ONG ont saisi cette occasion pour sensibiliser une fois encore les parents et les patrons d'atelier sur le suivi des enfants durant leur apprentissage sans oublier les objectifs du projet suivi de la signature des engagements pour le respect de ces prescriptions. La séance a été aussi marqué par la remise des chèques aux 15 patronnes et Patrons d'atelier en charge de la formation des enfants bénéficiaires



4. Installés les enfants en fin d'apprentissage

20 enfants dont 18 filles admis au CQM ont été installés. Ces derniers ont bénéficié d'appuis en matériels et équipement dans différents corps de métiers (coutures, tissage, coiffure dame, soudure.).

5. Appuyer la scolarisation des enfants victimes de traite accueillis

40 enfants sur les 104 accueillis victimes de traite et âgés de moins de 14 ans dont 30 filles ont été retournés à l'école. Sur les 40 enfants retournés à l'école, 25 particulièrement vulnérables ont bénéficié des appuis en kits scolaire afin de promouvoir leur maintien dans le système scolaire

II- Mobilisation communautaire des filles/adolescent.es pour l'élimination des ME, VBG, Grossesses précoces et autres violences faites aux enfants, la promotion des droits des filles, cohésion sociale et la gestion des conflits dans les communes de Copargo et Djougou

Financé par UNICEF, ce projet est mis en œuvre dans 107 villages et 208 écoles/collèges des communes de Djougou et Copargo par PIED-ONG en collaboration avec HAVRE de PAIX. Démarré en Septembre 2023, ce projet prendra fin en Février 2025 soit une durée de 18 mois. Il est attendu aux termes de ce projet que les enfants, adolescents, parents, membres de la communauté, chefs traditionnels et chefs religieux du département de la Donga ont eu des capacités accrues pour l'abandon des normes et pratiques nuisibles et sont capables d'identifier, prévenir et référer les cas de violence/abus commis sur les enfants. Les actions menées au cours de la période de Janvier à Décembre 2025 se sont beaucoup plus focalisées sur la mobilisation et information des communautés autour des actions du projet, de renforcement continue des capacités des acteurs impliqués dans sa mise en œuvre.

LES PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

A- Mobilisation et renforcement des capacités des acteurs autour des actions du projet

- **315** clubs scolaires et communautaires mises en place ont été renforcés sur la gestion des conflits, la promotion de la cohésion sociale, la paix et la dénonciation des Mariages d'Enfants.
- **41382** adolescents dont 25441 filles ont été mobilisés par les pairs éducateurs et les clubs dans les écoles et les communautés d'intervention lors des séances de sensibilisation avec l'appui des facilitateurs. Ces sensibilisations ont porté principalement sur les thématiques liées au mariage d'enfants (ME/VBG), les canaux de signalement et de référencement des cas et la gestion de l'hygiène menstruelle.
- **9776** séances de cours de compétences de vie courante ont été animées par 104 mentors femmes au profit de 21010 adolescentes soit 75,17 % des filles ciblées par l'intervention.
- **9057** séances, animées par 124 mentors hommes au profit de 18186 adolescents soit 91,35 % des garçons ciblés.
- **2553** filles ciblées ont pris part aux cours d'alphabétisation fonctionnel dans les deux communes.
- Les communautés de U-Reporters des communes d'intervention ont été appuyés en matériels de sensibilisation et ont mobilisé au cours de l'année 1140 filles et 911 garçons, soit 2051 adolescents et adolescentes en matière de santé sexuelle et reproductives à travers la projection des supports de la CTZ en collaboration avec les facilitateurs de l'intervention.

B- Prise en charge psychosociale des adolescentes et adolescentes victimes de violence

- **Trente (30)** adolescents ont bénéficié d'appui en réinsertion socio-économique à travers différents accompagnements en frais d'apprentissage en couture, en coiffure, en mécanique, en tissage, en installation couture et make-up.
- **2020** enfants en situation de vulnérabilité (VFE : Excision ; Tentative/Viol ; Mariage ; Grossesse ; Déscolarisation ; Négligence ; Maltraitance ; Travail et exploitation des enfants) ont été identifiés et référés par les comités villageois de veille vers les structures de prise en charge (CPS, Police).
- **42818** personnes dont **30454** filles/femmes et **12364** garçons/hommes mobilisées par les CVV pour suivre les séances de sensibilisations sur le mariage d'enfant, les canaux de dénonciations et de référencement dans les communautés.
- **16324** mères/tutrices et **24588** parents des adolescentes de 09-19 ont amélioré leurs connaissances sur le dialogue parents/enfants et les moyens de référencement des cas de ME grâce aux séances de causeries organisées par les CVV en collaboration avec les facilitateurs communautaires.

III- SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS DES ZONES COTONNIERES (SoFEC)

Financé par CARE International Bénin-Togo, ce projet est mis en œuvre dans 03 village de la commune de Péhunco de l'Arrondissement centrale notamment Yakourè, Borokpèrè et Dagui. Démarré en Novembre 2023, ce projet a pris fin en Août 2024 soit huit (10) mois de mise en œuvre. Les actions menées de Janvier à Août 2024 se sont traduites par la mobilisation des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet notamment les Associations des femmes d'Épargne et de Crédit (AVEC) encore appelé FaFaWa, les Associations des Parents d'Elève (APE), les enseignants, les autorités de l'administration scolaires et les élus locaux/Communaux pour adresser les normes néfastes à la scolarisation et au maintien des enfants, surtout des filles puis de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et leurs accès à la terre fertile. A ces actions, il faut ajouter le renforcement des capacités des acteurs clés dont entre autres les catalyseurs/Secrétaires des groupements FaFaWa, les membres des Comités Villageois de Veille (CVV) et les structures organisées des Enfants, l'organisation des dialogues réflexifs intergénérationnels, du plaidoyer pour l'accès des femmes aux ressources productives (terres, intrants...) et de l'évaluation communautaire de performance à travers le Community Score Card (CSC) sans oublier l'accompagnement des parents des enfants vulnérables en kits scolaires pour promouvoir leur maintien dans le système scolaire.

Les principaux résultats obtenus au cours de la mise en œuvre de ce projet



1. Mettre en place 15 groupes AVEC/VSLA et les suivre

15 assemblée Général ont été organisées dans chacune des 03 villages pour mettre en place 15 FaFaWa. Après leur constitution, 15 catalyseurs ont été identifiés au sein des FaFaWa pour accompagner le développement des activités d'épargne. Les 15 catalyseurs après avoir été formés sur l'approche FaFaWa organisé par CARE, ils ont répliqué les acquis de la formation aux autres membres de leur structure. Ce qui a permis à ces groupes de fonctionner durant le projet sur la méthodologie FaFaWa à l'aide des caisses et carnet offert par CARE

2. Initier des dialogues réflexifs pour soutenir le maintien des enfants à l'école

21 membres de 03 Comité Villageois de veille (CVV) à raison de 07 membres par villages et 21 membres de 03 clubs scolaires ont été mis en place à raison de 07 membre par club par école. Après leur mis en place, 33 membres issus des CVV, AME, APE enseignants et des clubs scolaires ont été formés sur la conduite du dialogue réflexif et intergénérationnel. A l'issue de cette formation, les participants ont organisé des séances de restitution à l'endroit des autres membres de leurs structures respectives. Après les séances de restitution, chaque CVV a organisé 01 séance de dialogue réflexif et 01 dialogue intergénérationnel soit au total 06 séances réalisées à raison de 02 séances par village par CVV et ont touché 300 personnes issues des différentes couches sociales



3. Apporter un soutien supplémentaire aux filles les plus vulnérables

25 enfants vulnérables identifiés dans les écoles des 03 villages d'intervention sont dotés des kits scolaires; C'est à travers une cérémonie de remise officielle tenue dans l'enceinte de la maison des jeunes de Péhunco en collaboration avec CARE que les 25 enfants ont reçus leurs kits scolaires. Après cette phase, la remis s'est poursuivi au niveau des village d'intervention du projet.



PROGRAMME 2 : SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE/VIH/SIDA

L'exécution de ce programme s'est traduite par la mise en œuvre de deux projets. Il s'agit du projet santé de lutte contre le SIDA (PSLS) financé par le Fonds Mondial à travers le Ministère de la santé publique du Bénin et le projet « Surveillance communautaire des services liés au VIH sur les sites de prestation du PEPFAR (CLM) sous financement de l'USAID.

1- PROGRAMME SANTE DE LUTTE CONTRE LE SIDA (PSLS)

Mise en œuvre dans les communes de Copargo et Ouaké, ce programme a pour objectif de contribuer à l'accélération de l'accès aux services de soins, au traitement puis de soutien à base communautaire à travers les actions de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA auprès des travailleuses de sexe et assimilés.

Les principaux résultats obtenus dans le cadre de ce projet

816 Cibles sensibilisées au niveau de 68 sites sur les infections sexuellement transmissibles, le VIH/SIDA à l'aide de 156 séances de causeries éducatives animées par les paires éducatrices et les animateurs formés sur les techniques d'animation, la prise en charge des victimes

514 cibles référés ont fait le suivi mensuel, 404 pour le test de dépistage VIH/SIDA et 110 pour les IST.

170160 préservatifs masculin, **85080** gels lubrifiants et **152 kits** autotests ont été distribués aux cibles.

337 cibles ont été dépistés à travers l'organisation de la campagne de dépistage en stratégie avancée.

2. SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE DES SERVICES LIES AU VIH SUR LES SITES DE PRESTATION DU PEPFAR (CLM) »

Ce projet est mis en œuvre sur 15 sites de prestation du PEPFAR dans les départements de l'Atlantique, Littoral, Mono, Couffo et Colline avec l'appui technique et financier de l'USAID.

Démarré en Mai 2022, ce projet prendra fin en Décembre 2026 soit une durée de 05 ans. Piloté par un consortium d'ONG constitué du Programme d'Insertion des Enfants Déshérités (PIED) et de l'Organisation pour la Promotion de la Santé et le Développement Communautaire (OPSDC) » il a pour objectif de faire une mobilisation sociale autour des questions relatives aux prestations de services de qualité liées au VIH/SIDA à l'endroit des communautés et des populations clés des 17 sites soutenus par le PEPFAR au niveau des quatre départements susmentionnés.

Au cours de l'année 2024 les résultats issus de la mise en œuvre des actions dudit projet se présente comme suit :

Principaux résultats obtenus du projet

1- Sensibilisation et Causeries éducatives

• Données issues de la collecte sur la satisfaction des usagers

En termes d'exposition aux messages sur le VIH, environ 44% (200/451) des usagers venus au dépistage, 78% (43/55) des TS et 40% (18/45) des HSH venus pour les soins affirment avoir déjà participé à au moins une séance de sensibilisation sur les questions de VIH. Au regard de ce faible taux enregistré, les activités de sensibilisation ont été intensifiées auprès des communautés surtout les populations clés qui demeurent très exposées afin de mieux atteindre les cibles et les inciter à se faire dépister à l'aide de la mobilisation communautaire. Ce qui permis de mobiliser 1203 participants de plus. La cible que constitue les hommes a été la plus concernée avec 747 hommes

touchés soit environ 56% des participants. Ceci met en évidence les efforts fournis par les sites pour mobiliser les hommes en vue de réduire les gaps observés concernant cette cible.

Les graphiques suivants présentent les détails sur les effectifs mobilisés

Tableau 1 : Proportion des usagers interviewés et ayant participé à des séances de sensibilisation VIH

% des usagers interviewés et indiquant avoir déjà participé à des séances de sensibilisation VIH	
Usagers général	44% (n=451)
TS	78% (n=55)
HSH	40% (n=45)

A- Proposition de la PrEP aux usagers

La proposition de la PrEP est toujours plus axée sur les populations à risque telles que les HSH et les TS. Les HSH et TS éligibles affirment que la PrEP leur a été proposée respectivement dans environ 82% (18/22) et 78% (38/49) des cas.

% des usagers interviewés et à qui la PrEP a été proposé lors des visites dans le centre	
TS	77,6% (n=49)
HSH	81,8% (n=22)

B- Satisfaction par rapport aux soins/services reçus sur les sites

Les usagers venus au dépistage sont satisfaits de la qualité des soins reçus sur le site dans 94% (423/451) des cas interviewés. Concernant les PVVIH, ils sont à 95% (874/923) satisfaits des points de retrait d'ARV et à 96% (884/923) des soins de santé sur les sites. Ce résultat satisfaisant s'explique par la volonté manifeste du personnel de santé de se rendre disponible pour l'écoute des patients et pour les orientations nécessaires. Les résultats deviennent encore plus satisfaisants en ce qui concerne les services fournis au niveau des centres de santé. Ainsi, les TS et les HSH déclarent être satisfaits des services respectivement dans 90% (44/49) et 100% (40/40) des cas.

% des usagers interviewés et satisfaits des services de soins de santé	
Usagers général	94% (n=451)
PVVIH	96% (n=923)
TS	90% (n=49)
HSH	100% (n=40)

C- Stigmatisation, discrimination

Le problème de la stigmatisation/discrimination demeure et s'exprime plus en termes d'auto-stigmatisation chez les PVVIH et les populations clés. Le suivi psychologique des cas pour améliorer leur estime de soi et renforcer leur confiance est nécessaire dans un contexte où la présence de psychologue n'est pas toujours permanente sur plusieurs sites de prise en charge.

D- Disponibilité des ARV et outils de prélèvement pour test de charge virale

Il ressort qu'environ 76% (13/17) des sites n'ont pas connu de rupture d'ARV au cours l'année. Toutefois, les sites suivants ont connu des ruptures momentanées en matière des stocks des médicaments pour le traitement des infections opportunistes liées au VIH. Il s'agit des centres tels que: le Centre Communal d'Allada (*Ceftriaxone inj 1g, clotrimazole, Fer fumarate, Fluconazole, Tinidazole, TLD 300/50, Efavirenz 200mg*), le Cab. Med APH Gohomé (*Atazanavir*), l'Hôpital de Zone de Klouékanmè (*Ceftriaxone inj 1g, clotrimazole, Fer fumarate, Fluconazole, Tinidazole*) et le Centre de Santé d'Athiémé (*CTM 480mg*).

Aussi, concernant la tension pour les outils prélèvement pour test de charge virale, 94% (16/17) n'en ont jamais connu. Seul l'Hôpital de Zone de Klouékanmè indique un problème pour la *centrifugeuse*.

Disponibilité des ARV et outils de prélèvement pour test de CV
--

% de sites n'ayant pas connu de manque d'une quelconque molécule d'ARV au cours des 3 derniers mois	77% (13/17)
% de sites n'ayant pas connu de manque d'outils de prélèvement pour test de charge virale au cours des 3 derniers mois	94% (16/17)

E- Respect des normes selon les observations des usagers

Concernant l'appréciation sur le respect des normes par des usagers venus pour le dépistage 41% (7/17) des sites respectent les normes pré-test VIH et 82% (14/17) respectent les normes post-test.

Les éléments justifiant le non-respect des normes prétest globalement sur tous les sites sont classifiés dans le tableau suivant par ordre croissant.

q2.7a Eléments de non-respect des normes pré-test (n=298)	n	%
Bien accueillir	4	1,3
Rassurer sur la confidentialité de l'entretien et du résultat du test	20	6,7
Explorer les raisons ou motivations de votre démarche	78	26,2
Expliquer ce qu'est le test de dépistage et ses implications s'il se révèle positif ou négatif ou encore indéterminé (risques et avantages)	85	28,5
Vous invitez à prendre la décision de faire le test ou non, sans essayer de vous persuader à tout prix	262	87,9

Les éléments justifiant le non-respect des normes posttest globalement sur tous les sites sont classifiés dans le tableau suivant par ordre croissant.

Tableau 10 : Fréquence de non-respect des éléments normes posttest

q2.7a Eléments de non-respect des normes posttest (n=124)	n	%
Informé du résultat de votre test VIH	58	46,8
Évaluer dans quelle mesure vous comprenez le résultat du test	72	58,1
Aider à faire face aux émotions et sentiments qu'implique le résultat ou aider à introduire des changements de comportements et pratiques sexuelles pour réduire les risques	116	93,5

F- Dysfonctionnements et barrières observés

Il ressort que 70% (30/43) des dysfonctionnements/barrières observés sur les sites par les animateurs (et dont la résolution dépend du site) sont corrigés par les sites (Tableau 12). Ceci dénote de la volonté des prestataires à améliorer la qualité des services et de respecter les normes dans le cadre du dépistage et de la PEC. Il faut signaler certains dysfonctionnement dépendent directement de la hiérarchie institutionnelle.

Tableau 11 : Dysfonctionnements/Barrières observés et dont la résolution ne dépend pas du site

Dysfonctionnements/Barrières qui ne dépendent pas des acteurs du site de PEC	Niveau possible de résolution
Panne d'appareil (CD4)	Niveau management du centre ou de la clinique
Panne d'appareil (NFS)	Niveau management du centre ou de la clinique
Absence d'outils de sensibilisation (mannequin Zoé, boîte à image...)	Niveau institutionnel en dehors du site (PSLS)
Critique négative sur les lubrifiants	Niveau institutionnel en dehors du site (PSLS)
Insuffisance de locaux	Niveau institutionnel en dehors du site (PSLS)

Le tableau 12 suivant présente le nombre de dysfonctionnements/barrières observés et les ratios de correction par site.

Tableau 12 : Dysfonctionnements/Barrières observés et corrections par site

Sites	T1 2024		T2 2024	
	Dysfonctionnements	Ratio de correction	Dysfonctionnements	Ratio de correction
Hôpital de Zone d'Abomey-Calavi	0	-	0	-
Centre Communal d'Allada	7	86%	7	86%
Hôpital de Zone de Ouidah	0	-	0	-

Sites	T1 2024		T2 2024	
	Dysfonctionnements	Ratio de correction	Dysfonctionnements	Ratio de correction
Cab.Med APH Gohomè	1	100%	1	100%
Centre de Santé de Dogbo	0	-	1	100%
Hôpital de Zone de Klouékanmè	1	100%	1	100%
CHUZ SURU LERE	2	50%	2	50%
Clinique RACINES	1	100%	2	50%
CNHU	0	-	0	-
DIST	0	-	0	-
ONG Arc-en-Ciel	0	-	0	-
Centre de Santé Athiémé	1	0%	3	67%
Hôpital de Zone de Comè	9	44%	9	44%
Centre de Santé Houéyogbé	3	67%	4	75%
CHD Mono Lokossa	1	100%	6	67%
HZ de Dassa	4	75%	4	75%
HZ de Savalou	0	-	3	100%
Total	30	67%	43	70%

PROGRAMME 3. COHESION SOCIALE

Deux projets ont concerné ce programme. Il s'agit du projet « **BAKASSINE** » (AMOUR) et **MIN FÔ** (ENTENTE) tous financé par l'Union Européenne en collaboration respectivement avec SOCIAL WATCH BENIN et CARE International Bénin-Togo dans le cadre de la mise en œuvre du vaste programme « **Prévention de l'Extrémisme Violent au Nord-Bénin par les Initiatives de Résilience Economique (PREVNIRE)** » initié par le Gouvernement béninois en collaboration avec les partenaires Techniques et financiers nationaux et internationaux.

I- PROJET BAKASSINE (AMOUR)

Financé par l'Union Européenne en collaboration avec SOCIAL WATCH BENIN, ce projet est mis en œuvre dans trois villages de l'Arrondissement de Kolokondé dans la commune de Djougou pour une durée de neuf mois allant de Juillet 2023 à Mars 2024. Au cours de la mise en œuvre ce projet dont l'objectif est de contribuer au renforcement d'une cohabitation pacifique dans la diversité culturelles, ethnique et religieuse des communautés dans la Donga, a connue une rallonge de trois mois couvrant la période d'Avril à Juillet 2024 portant ainsi la durée totale du projet à 12 mois. Les résultats issus les actions mises en œuvre dans les villages bénéficiaires notamment Kolokondé, Tèbou et Foubéa de janvier à Juillet 2024 se présentent comme suit :

Les principaux résultats issus de la mise en œuvre de ce projet

1. Organisation des dialogues communautaires

➤ Rencontre entre les membres des panelles de discussion

06 rencontres de discussions ont été réalisées par 27 membres des 03 panels de discussion pour identifier au niveau de chacun des trois villages les facteurs qui entravent la cohésion au sein des communautés.

➤ Organisation des journées de Dialogues (JDD)

03 journées de dialogues rotatives ont été organisées par les membres des panels de discussion autour des questions qui frisent la cohabitation pacifique au sein des communautés assorti des recommandations et des engagements visant à promouvoir la cohésion sociale. 3.395 personnes dont 2.650 femmes et 342 autorités locales/sages/notables ont été mobilisées au cours de ces journées de dialogues.

2. Accompagnement des personnes vulnérables exposées à l'extrémisme violent

06 femmes et 03 jeunes dont 01 filles vulnérables identifiés au sein des communautés ont été formés sur la technique de transformation des produits agricoles, l'élevage, l'apiculture et la manicure- pédicure. Ces derniers ont été dotés du matériels et équipement pour la mise en œuvre de leurs activités génératrices de revenus

Mise en œuvre dans la commune de Bassila, ce projet est financé par l'Union Européenne en collaboration avec le consortium d'ONG composé de UFeC /2ABCD, EQUI FILLE et CARE International-Bénin-Togo. Démarré en Novembre 2023, ce projet a pris fin en Août 2024 soit une durée de neuf (10) mois. Les actions menées de Janvier à Août 2024 dans 15 villages/quartier de villes des Arrondissements de Bassila, Pénésoulou, Manigri et Alédjo se sont traduites le renforcement des capacités des acteurs et d'accompagnement des Associations des femmes villageois d'Epargne et de Crédit AVE&C encore appelé FaFaWa qui sont bénéficiaires directs du projet. les résultats issus de la mise en œuvre de ces actions se présentent comme suit :

RESULTATS OBTENUS

1. Renforcement des capacités des acteurs

- **15** catalyseurs issus des 15 groupes FaFa Wa formés sur l'approche FaFaWa, les compétences de vie, les techniques de conduite des dialogues réflexifs et interrelationnels
- **430** femmes membres des 15 groupes FaFaWa ont été formés sur les techniques de gestion des activités génératrices de revenu

2. Accompagnements socioéconomiques des femmes

- **430** femmes issus de 15 groupes FaFa Wa ont été dotés du matériels/équipement de transformation ou de production agricole en vue d'améliorer leur pouvoir économique
- **130** femmes particulièrement vulnérables identifiées au sein des 15 groupes FaFa Wa ont été dotés des fonds rotatifs pour le démarrage d'une activité génératrice de revenu individuelle.

3. Appui à l'organisation des dialogues communautaires

30 séances de dialogues communautaires réflexifs et interrelationnelle ont été organisés par les catalyseurs avec l'appui des animateurs sur les normes socioculturelles néfastes à l'employabilité des femmes. Ces séances ont été organisées à l'endroit de 1500 personnes composées des sages, notables, autorités villageoises, chefs traditionnels, les femmes, les hommes et les jeunes.

ACTIONS TRANSVERSALLE

A- L'accord-cadre avec le gouvernement du Bénin

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses actions, PIED-ONG collabore avec plusieurs partenaires aussi bien nationaux qu'internationaux. C'est à ce titre qu'il a renouvelé son Accord-cadre avec le Gouvernement béninois au cours de l'année 2023. Cet Accord-cadre LUI a permis d'obtenir des exonérations des taxes dans le cadre de l'acquisition des matériels et équipements de transformation des produits agricoles et de maraîchage dans l'accompagnement des femmes vulnérables des zones rurales pour l'exercice de leurs activités génératrices de revenus sans oublier des exonérations des taxes pour l'acquittions du matériel informatique au profit du personnel de l'ONG dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail dudit personnel. A cela, il faut ajouter des exonérations des taxes accordés à PIED-ONG dans l'achat des kits scolaires pour appuyer les enfants vulnérables dans les écoles des zones d'intervention puis dans l'acquisition des matériels et équipements pour l'installation des enfants en situation difficile mis en apprentissage et en fin d'apprentissage pour leur installation dans divers corps de métier (couture, coiffure, soudure, maçonnerie, électricité bâtiment...).

B- Le suivi des activités des projets/programmes

Le suivi-évaluation des activités des projets au sein de PIED-ONG se traduit d'une part par l'organisation des revues hebdomadaires et mensuels de planification des activités et d'autre part par l'organisation des missions de suivi des activités sur le terrain. Ainsi, au cours de l'année 2024, 10 réunions mensuelles et 34 réunions hebdomadaires ont été organisées avec le personnel de l'ONG. Ces rencontres ont permis d'apprécier le niveau d'atteinte des indicateurs, d'évaluer les plans d'action des différents projets, relever les difficultés rencontrées et de proposer des mesures correctives. A cela, il faut ajouter l'organisation des missions de suivis sur le terrain pour apprécier le niveau et le respect des stratégies de mise en œuvre des activités, la tenue des documents des projets/programmes par les structures communautaires, relever les insuffisances constatées et de proposer des mesures correctives pour l'amélioration de la qualité des interventions.

C- La visibilité et la viabilité des actions mises en œuvre

Dans le souci d'augmenter la visibilité des actions mises en œuvre au sein de PIED-ONG, les émissions radiophoniques ont été organisées au niveau de chaque Projet/programme. Ces émissions organisées au niveau des radios communautaire de Djougou, Bassila, Copargo et Ouaké en collaboration avec les personnes ressources issues des structures communautaires, des Gouvernements scolaires, des enseignants, des femmes, des leaders religieux/traditionnelles et les élus locaux ont permis d'informer et de sensibiliser globalement **840.812 personnes** dont **489 405 femmes** sur les textes et loi qui protègent les enfants et sur les violences basées sur le genre. Par ailleurs 05 plaques indicatrices indiquant les actions mises en œuvre, les sources de financement et les bénéficiaires ont été réalisées et mises en place dans les zones d'intervention.

RESULTAT STATISTIQUE DES PRINCIPAUX RESULTAT OBTENUS

Actions /Activités	Public cibles			
	Nombre de structure	Nombre de personne touchée		
		Féminin	Masculin	Total
Mobilisation communautaire autour des actions des différents projets	11	33056	41332	74388
Redynamisation des panels de discussion/journée de dialogue (JDD) et Gouvernement scolaire	6	24	24	48
Redynamisation/Formation des Clubs scolaire/communautaire	110	3901	4911	8812
Redynamisation /Formation des paire éducateurs	109	1913	1567	3480
Mise en place/Formation des CVV	110	1693	2096	3789
Mise en place/Formation des mentors	10	145	83	228
Restructuration/renforcement des capacités des APE/AME	228	1458	822	2280
Mise en place /Redynamisation des Associations villageoise d'épargne et de crédit (AVEC)/FaFaWa	30	10200	3054	13254
Redynamisation des personnes influente/catalyseur	30	272	94	366
Organisation de séances de sensibilisation grand public	110	45622	33213	78835
Organisation des émissions radiophoniques	5	443787	318190	761977
Dotation de kits scolaire aux enfants vulnérables/Victimes de traite	1	17	3	20
Prise en charge psychosociale des enfants victimes de traite	1	93	11	104
Réinsertion socioprofessionnelle des enfants victimes de traite	1	59	5	64
Dotation et installation des enfants en fin de formation socioprofessionnelle	1	19	3	22
Total général	763	542259	405408	947667

1. Participation de PIED-ONG aux rencontres avec le cadre communal/Départemental de protection de l'enfant CCPE/CDPE

PIED-ONG a pris part à deux rencontres semestrielles du cadre communal et départemental de protection de l'enfant organisé respectivement par le Centre de promotion Sociale et la préfecture en collaboration avec la mairie de Djougou. Les échanges entretenus ont permis à toutes les structures étatiques et non étatique de protection de l'enfant de présenter les actions menées au cours de l'années 2024 en matière de la protection de l'enfant et les défis à relever. Aux termes des échanges, il est à retenir que beaucoup de défis restent encore relever en matière de la protection de l'enfant malgré les efforts fournis par chaque acteur. Aux termes des travaux, Des plaidoyers ont été formulées par les structures non étatiques à l'endroit de la Mairie et la préfecture pour accompagner davantage les ONG dans l'accomplissement de leurs actions entrant dans le cadre de la protection de l'enfant.

2- La participation de PIED-ONG aux réunions, ateliers de formation des structures partenaires de protection

Dans le cadre du renforcement des capacités de son personnel en matière de la protection des droits de l'enfant et de la femme, PIED-ONG a participé au cours de l'année 2023 à plusieurs ateliers de formation organisés par les partenaires tels que **la Coopération Suisse, CARE Bénin/Togo, le Ministère de la santé Publique du Bénin/Fonds Mondial, UNICEF, du Réseau Afrique de l'Ouest (RAO)**. Les thématiques abordées au cours de ces différentes rencontres sont relatives à la gestion administrative, comptable et financière, la redevabilité sociale, les techniques d'interpellation, la gestion des conflits, la prise en charge des personnes vivant avec les VIH/SIDA, la protection des personnes vulnérables (enfants, femmes, handicapés) le genre puis d'orientation des partenaires sur la planification et le rapportage des activités des projets.

PIED-ONG a également participé aux réunions organisées par la **Mairie et la préfecture de Djougou** portant respectivement sur l'élaboration du Plan du Travail Annuel (PTA) 2024 et la tournée statutaire de reddition de compte aux communautés par le Préfet de la DONGA.

Par ailleurs PIED-ONG a assuré la coordination départementale au niveau de la Donga à travers l'organisation des rencontres entre les membres du **FODDEB** (Forum des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Bénin).

III- LA GESTION DES RESSOURCES MOBILISEES AU COURS DE L'ANNEE 2023

Les ressources financières utilisées par PIED-ONG au cours de l'année 2024 ont été mobilisées auprès des différents partenaires tels que la **FONDATION FOLLEREAU LUXEMBOURG (FFL)**, **CARE International Bénin/Togo/Union Européenne**, **Fonds Mondial**, **l'USAID**, **l'UNICEF** et les ressources propres de PIED-ONG. Ces ressources ont permis d'atteindre les résultats escomptés grâce à une gestion transparente se traduisant par l'élaboration et transmission des rapports financiers et structures budgétaires aux partenaires financiers des différents projets réalisés au cours de l'année pour leur approbation.

Le budget de l'année 2024 de PIED-ONG est de **385 584 656Francs CFA** et se répartit comme suit :

Nom du partenaire	Montant du financement
FONDATION FOLLEREAU DE LUXEMBOURG	27 382 070
SOCIAL WATCH BENIN/Union Européenne	1 950 000
Fonds Mondial (PSLS)	4 634 350
CARE/PREVNIRE	14 596 886
CARE/ SoFEC	7 307 867

Ressources propres de PIED-ONG	14 136 597
USAID	166 672 937
UNICEF	163 500 835
Total	385 584 656

Les charges relatives à la mise en œuvre de ces actions sont relatives aux frais opérationnels, aux frais généraux et à l'appui aux initiatives

N°	Rubrique dépenses	Montant	Taux d'exécution
1	Frais opérationnels	324 977 669	87,59%
2	Frais généraux	5 417 934	1,46%
3	Equipement/ Initiatives	40 643 000	10,95%
Total		371 038 603	100%

LES DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

- ✚ L'éloignement et l'accès difficile des zones de provenance des enfants victimes accueillis ainsi que la non-fiabilité des informations fournies par certaines victimes sont autant de difficultés rencontrées dans la prise en charge des survivants.
- ✚ L'insuffisance des ressources financières a limité les actions de prise en charge et d'accompagnement socioprofessionnel des victimes accueillis. Ainsi, sur les 103 enfants victimes de traite mis en apprentissage, seulement 20 ont bénéficié d'appuis pour le paiement des frais de contrat en 2024.
- ✚ L'autre difficulté non moins important est liée à la rupture répétée des produits de santé notamment les préservatifs masculins, les gels puis les outils d'identification des cibles dans le cadre de la mise en œuvre des actions de lutte contre les infections sexuellement transmissible/ VIH/SIDA. A cela, il faut ajouter la non disponibilité des agent des services adaptés des centres de santé pour recevoir les cibles référées pour le suivi mensuel et de leur prise en charge en cas de confirmation d'IST ou VIH/SIDA. Ces difficultés ont eu un impact négatif dans l'atteinte des indicateurs en matière des performances dans la mise en œuvre de ces actions.
- ✚ Il a été noté aussi le retard dans la mise à disposition des caisses et des carnets au profit des FaFaWa. Ce qui n'a pas permis à ces dernières de vite démarrer leurs activités conformément à l'approche FaFaWa dont elles ont bénéficié de la formation.
- ✚ On note aussi la difficile relative à la mobilisation des HSH sur certains sites qui exigent une compensation financière. A ce niveau, l'implication des responsables des associations de HSH, a contribué à la sensibilisation et la mobilisation des HSH pour la collecte des données. A cela, il faut ajouter le retard dans la mise à disposition des ressources relatives au projet MIN FÔ financé par CARE Bénin-Togo. Ce qui n'a pas permis à PIED-ONG d'honorer ses engagements vis-vis de ces prestataires conformément aux dispositions contractuelles conclues avec ces derniers.

PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025

Pour le compte de l'année 2025, PIED-ONG envisage poursuivre la collaboration avec les anciens partenaires et développer de nouvelles relations avec d'autres Partenaires Technique et financiers.

Les défis à relever sont les suivantes :

- Œuvrer pour une tolérance zéro du mariage des mineures,
- Œuvrer pour l'augmentation de la visibilité des partenaires techniques et financiers au niveau des zones d'intervention et environs
- Développer davantage des approches pour lutter contre les violences physiques et phycologiques dont les enfants font objet,
- Poursuivre l'amélioration de la représentation de la gent féminine au sein de l'institution ;
- Faire la promotion de la redevabilité sociale dans toutes les actions développées avec les communautés,
- Œuvrer pour la formalisation des séances de reddition de compte scolaire au niveau des établissements secondaire public ou privé du Bénin à base du guide de reddition de compte élaboré à cet effet.

QUELQUES EFFETS ENCOURAGEANTS

- 70 % des communautés des zones d'intervention ont pris conscience à travers le respect progressif des droits de l'enfant et de la femme ;
- L'amélioration à 95% du maintien des enfants dans le système scolaire grâce à la dotation des kits scolaire aux enfants vulnérables dans les zones d'intervention ;
- La liberté d'expression des couches vulnérables dont les enfants et les femmes à dénoncer les actes de violences, d'exploitation commis sur eux à l'aide du numéro vert et autres canaux de dénonciation dédiés à cet effet,
- Le leadership des enfants et des femmes observés au niveau communautaire et scolaire
- La stabilisation et l'autonomisation des jeunes/enfants à travers leur dotation en matériels et équipement pour leur installation ;
- L'amélioration de la collaboration entre administration scolaire et les membres des bureaux APE/AME et les structures organisées des enfants.

Facteurs de succès

- ✚ La présence effective permanente et la ponctualité des femmes membres des groupements FaFa Wa aux réunions hebdomadaires de façon permanent ;
- ✚ Les femmes membres des groupements FaFa Wa sont capables de faire face aux difficultés économiques et sociales
- ✚ Autonomisation financière des femmes vulnérables ayant bénéficiées des fonds rotatifs ;
- ✚ Forte implication et soutien des autorités dans la mise en œuvre des actions des différents projet

Leçons apprises

- La disponibilité du répertoire des FaFa Wa facilite le démarrage des activités sur le terrain ;
- La mise en place de formateurs endogènes (catalyseurs) dans le cadre du renforcement des membres FaFaWa sur les compétences de vie et la gestion de la chaîne de solidarité permet de laisser sur place des compétences locales au sein des FaFaWa pour la consolidation des acquis.
- La collaboration avec la Mairie et la cellule communale de l'ATDA a permis l'identification des unités de production et de transformation adéquates pour la formation des FaFaWa sur leur AGR de groupe.
- L'accès des femmes à la formation technique et aux équipements de production participent efficacement à leur autonomisation économique et sociale ;
- La réalisation des TDR de toutes les activités prévues au début du projet évite les retards dans la mise en œuvre des activités et l'invalidation des pièces comptables ;
- La disponibilité d'une base de prestataires de service au niveau de l'institution facilite l'identification des prestataires pour adresser les demandes de cotations ;
- L'anticipation sur les procédures de passation du marché aux prestataires malgré la non disponibilité des ressources contribuent à l'atteinte efficace des résultats et évite les retards dans la mise en œuvre des activités.

CAS DE BONNES PRATIQUES

- Contribution aux fonctionnements des cantines scolaires dans les écoles des zones d'intervention par les coopératives de femmes bénéficiaires d'appui en matériel et équipement pour les activités génératrices de revenu,
- La capacité de dissuasion observée chez les structures communautaires à l'endroit des jeunes potentiels auteurs de grossesses sur mineures,
- L'implication des leaders religieux femmes dans les actions de lutte contre les mariages des mineures,
- L'organisation des séances de sensibilisation à travers des prêches animées par les Imams à l'endroit des communautés musulmane portant sur les violences basées sur le genre (VBG),
- La complémentarité entre les structures communautaires hommes et coopératives de femmes dans la mise en œuvre de leurs activités.
- Visite inter-FaFaWa pour le partage d'expérience
- Plaidoyer des femmes à l'endroit des personnes de bonne volonté pour bénéficier d'appui (donation des terres, réalisation de forage etc)
- Implication active des autorités locales, des leaders traditionnels et religieux dans la facilitation des activités des FaFa Wa
- Choix des formateurs locaux ayant une expérience avérée pour la formation des groupes FaFa Wa sur les AGR
- Implication des membres FaFa Wa dans la conception d'une grille de vulnérabilité et l'identification des bénéficiaires des fonds rotatifs

TEMOIGNAGES

Témoignage 1



« Je suis **OUFORI FOUSSENI Chérifatou, Présidente du groupement FaFa Wa NIMA** de Abiguedou Barikini, commune de Bassila. Le vendredi 14/06/2024 nous avons assisté à la cérémonie de remise officielle des matériaux des Activités Génératrice de Revenues à la mairie de Bassila. En ce qui concerne NIMA, nous avons reçu assez de matériaux qui nous permettront d'accroître nos activités. Nous voyons que le sous projet « MIN FÔ » de PREVNIRE est venu surtout réduire la pauvreté et la migration des femmes. Avec ces appuis, je suis sûr que toutes les femmes de NIMA vont bénéficier plus des produits venant directement de nos Jardins grâce aux ventes groupées. Nous ne cesserons jamais de remercier **PIED-ONG** pour tout ce qu'il fait pour les femmes. Nous remercions du fond du cœur les **partenaires Union Européenne, CARE Bénin-Togo et UFeC 2ABCD** pour la lutte qu'ils mènent pour l'épanouissement de la femme. Que le Seigneur leurs bénisses et leurs rende au centuple leur bienfait. Nous promettons à **PIED-ONG** nous feront bon usage des matériels et équipement reçu pour notre propre épanouissement et pour toute la commune.

Témoignage 2



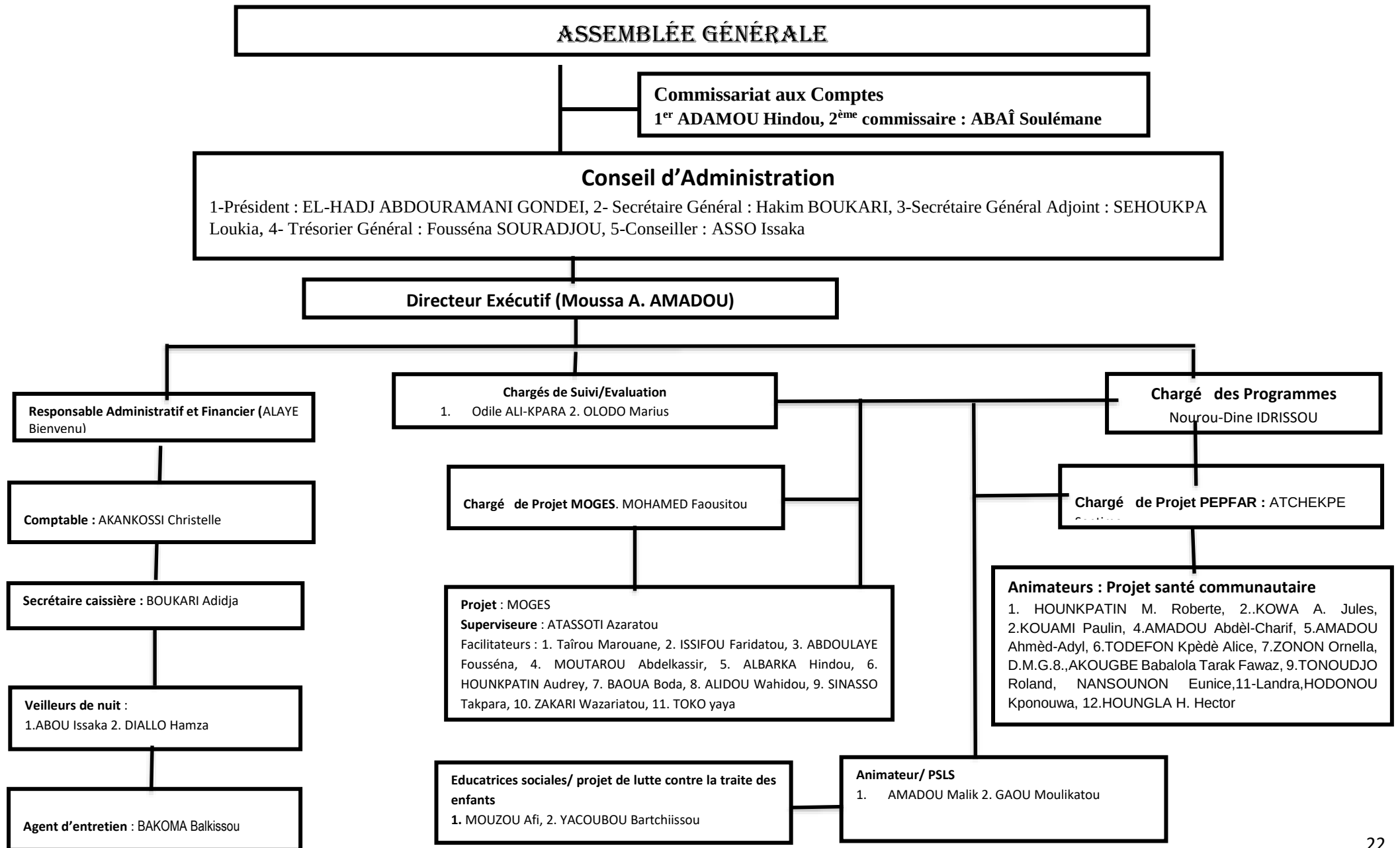
« Moi, c'est **SABI Abou**, Secrétaire du Comité Villageois de veille (CVV) de Dagui dans l'Arrondissement central de péhunco. Je suis personnellement très content de la formation que nous venons de recevoir. Avec cette formation, j'ai beaucoup appris sur la méthode d'organiser les séances de dialogue réflexif et intergénérationnelle. C'est vrai qu'avant, nous avons l'habitude de faire des sensibilisations dans le village, mais, pas avec cette méthode qu'on vient de nous monter depuis 02 jours. Ce qui m'a beaucoup intéressé, c'est le dialogue intergénérationnel. C'est un problème que notre village traverse aujourd'hui et cela ne permet pas d'amorcer un réel le développement de la jeune génération à cause des idées des anciens. Je pense qu'avec cette méthode que nous allons appliquer dans le village, ça va beaucoup changer les choses pour le développement de notre village. Je remercie très sincèrement **PIED-ONG** et ses partenaires comme **CARE Bénin-Togo, SODECO et CARGUILL** pour avoir pensé à notre village. Que Dieu les bénisse. Nous leur demandons de continuer par nous accompagner pour nous sortir de l'ignorance et la pauvreté

Témoignage 3



On m'appelle DAGBEGUI Bankpin. Je suis la présidente des FaFaWa nommé « **Wansina sé sùrù** » de du village de Yakouré dans la commune de Péhunco. Nous venons de recevoir les caisses et les carnets de la part de CARE Bénin-Togo pour notre activité des FaFaWa. Au début de ce projet, on ne croyait pas de la véracité parce que les gens venaient ici pour nous parler qu'ils vont nous aider et après ils ne reviennent plus. D'autres commencent avec nous et quelques mois après ils partent avec l'argent que nous avons déjà cotisé. Nous n'avons jamais rencontré des partenaires sérieux comme PIED et CARE dans notre zone ici. Moi, je suis très fier et très contente de l'accompagnement de CARE et PIED surtout pour nous avoir formé sur la méthodologie FaFaWa et encore nous a apporté gratuitement les outils de travail et des fournitures scolaires aux enfants plus vulnérables de notre village. J'ai beaucoup apprécié cette méthode de faire d'épargne parce que nous nous aidons entre nous et il y a de la transparence. Même si tu ne sais pas lire et écrire tu comprends ce qui se passe avec ton carnet et tu n'as pas de problème avec quelqu'un. Je pense qu'avec cette méthodologie FaFaWa, nous allons sortir de la pauvreté. Nous promettons de faire un bon usage de ces matériels reçu pour augmenter notre capacité de mobilisation des ressources afin d'améliorer notre pouvoir économique. Je remercie très sincèrement PIED-ONG, CARE et ses partenaires CARGUILL et SODECO pour tout ce qu'ils ont fait pour nous.

GOVERNANCE INTERNE ET REDDITION DE COMPTE



Le Programme d'Insertion des Enfants Déshérités est une Organisation Non Gouvernementale qui a pour objectif de préparer en permanence les organisations intermédiaires de base, les communautés à garantir le droit des enfants et à défendre leurs intérêts pour assurer leurs mieux êtres durables. Sa mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des enfants en situation difficile à travers la promotion du droit des enfants et l'éveil de conscience des parents et surtout des femmes à travers un soutien aux enfants et personnes victimes de traite, aux familles et aux communautés vulnérables. Son fonctionnement interne est régi par des organes statutaires tel que l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et le Commissariat au Compte. Ainsi, au cours de l'année 2024, les activités menées par ces instances dirigeantes et de contrôle se présentent comme suit :

A- Organisation d'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions réglementaires, l'Assemblée Générale de PIED-ONG s'est tenu le Samedi 11 Janvier 2025 pour le compte de l'année 2024. Ont pris part à cette assemblée conduite par le président du Conseil d'Administration 66 membres de l'organisation sur 71 invités. Les échanges qui ont prévalu au cours de cette séance ont tourné autour de l'adoption du rapport d'activité et financier de l'année 2024, le point de la cotisation des membres puis la validation du plan de travail et budget pour le compte de l'année 2025. Les actions de prise en charge psychosociale des enfants victimes de traites, de violence et d'exploitation, le renforcement des capacités des femmes vulnérables pour l'exercice de leurs activités génératrices de revenu, d'appui aux enfants vulnérables pour leur maintien à l'école, d'accompagnement des jeunes vulnérables pour leur insertion socioprofessionnelle/économique sont autant des sujets qui ont été développés par le Directeur Exécutif lors de sa présentation du rapports d'activité suivi du budget y afférent équilibré en recette et en dépenses en précisant les partenaires ayant financé la mise en œuvre de ces actions. Après avoir analysé les résultats obtenus dans la mise en œuvre des activités et l'exécution du budget, les membres ont félicité l'équipe exécutive pour les efforts fournis et l'a recommandé à fournir dans le même sens avec beaucoup plus d'efficience dans la gestion des activités. C'est suite à ces recommandations que le rapport d'activité et financier ont été adopté à l'unanimité des membres présents. Le point des cotisations des membres pour l'année de l'année 2024 a été fait le trésorier dont l'explication fait état de ce que seulement 43% des membres se sont acquitté de leur devoir. Il exhorté les uns les autres à se régulariser et a profité de l'occasion pour ouvrir la liste pour la cotisation de l'année 2025. La s séance s'est poursuivi pour l'examen et validation de la planification des activités et budget pour le compte de l'année 2025 présenté par le Directeur Exécutif.

B- La tenue des réunions statutaire du Conseil d'Administration

Quatre réunions statutaires ont été tenu au cours de l'année 2024 par les membres du conseil d'administration. La première tenue le 13 Avril a permis de d'adopter les rapports d'activité et financier du premier trimestre présenté par le Directeur Exécutif qui ressort l'ensemble des activités mise en œuvre, les cibles touchés et les impacts induits au sein des communautés. Il a poursuivi son exposé par la présentation des recettes et les dépenses effectuées dans le cadre de la mise en œuvre de ces activités. Aux termes de l'analyse faite sur ces différentes présentations, les membres du CA ont adopté les rapports d'activités et financier du 1^{er} trimestre de l'année 2024. La séance a pris fin par la validation des activités et budget planifié pour le compte du 2^{ème} trimestre. La 2^{ème} réunion s'est déroulée le 20 Juillet 2024 a statué sur l'analyse des rapports d'activité et financier présenté par le Directeur Exécutif. Au cours des échanges, les membres ont à l'unanimité adopté lesdits rapports. Au cours de la séance, les membres du conseil d'Administration ont orienté leur réflexion sur l'aménagement de l'air de jeu du centre et la réparation de l'installation électrique dudit centre soulevé par le Directeur Exécutif. Après avoir analysé la pertinence de ce projet, les membres du conseil d'administration ont unanimement adopté le projet d'aménagement du centre afin d'améliorer les conditions de prise en charge des enfants. En ce qui concerne la 3^{ème} réunion, elle s'est tenue le 12 Octobre 2024. Les sujets abordés par les 05 membres présents ont tourné autours de l'amendement du rapport d'activité et financier du 3^{ème} trimestre, du point des cotisation des membres et l'examen de la planification des activités et du budget pour le compte du 4^{ème} trimestre. Après examen, ces différents documents présentés par le Directeur Exécutif ont reçu l'approbation des membres de CA présent. Au cours de la séance, les membres du CA ont abordé la question de l'aménagement de l'air de jeu du centre et la réparation du système électrique du dit centre. Les réponses fournies par le Directeur Exécutifs présage d'une suite favorable à ces travaux. La séance a pris fin par le point des recouvrements effectués par la trésorière qui mentionne un taux de cotisation de 70%. Elle a laissé entendre que les efforts ont été fournis par les membres en matière de la cotisation mieux que par le passé. Elle dont exhorté tout un chacun de s'acquitter de son obligation pour éviter les pénalités. La dernière réunion du conseil d'administration pour

le compte de l'année 2024 a eu lieu le 14 Décembre 2024. Cette rencontre a permis aux membres d'examiner et adopter les rapports d'activité et financier du 4^{ème} trimestre. Ils ont par la même occasion procéder à l'évaluation du plan de travail au titre de l'année 2025 et la préparation de l'AG pour le compte de la même année. La séance a pris fin par l'analyse du draft du rapport annuel de l'année 2024 et la validation du plan de travail de l'année 2025 élaboré et proposé par la Direction Exécutive.

C- Mission de contrôle du Commissariat au compte pour l'année 2024

Du 11 au 15 Décembre 2024, les membres du Commissariat au compte ont effectué une mission de contrôle relative à la gestion administrative, financière et comptable de la structure. Cette mission vise à passer en revue toutes les opérations administratives, financières et comptables enregistrées au cours de l'année 2024 ; de relever les forces et faiblesses en matière de l'application du manuel de procédures administratives, financières et comptables assortis des recommandations nécessaires en vue de l'amélioration de la gestion des ressources de PIED-ONG. Au terme des travaux, en termes des performances, on note qu'une réalisation régulière du contrôle de la petite caisse, du rapprochement bancaire et l'existence de compte bancaire par projet. Il faut signaler que les autres pièces tels que les journaux de caisse, de banques, des factures et les contrats de travail du personnel existent et sont bien archivés. Toutefois, quelques insuffisances ont été relevées. Il s'agit de la faible maîtrise par une partie du personnel du manuel procédure administrative, financière et comptable. En termes de recommandation, il a été question de vulgariser davantage ledit document à l'endroit des autres membres du personnel et de penser à son actualisation en prenant en compte le système d'évaluation du personnel et l'élaboration des plans de congés administratifs du personnel qui doit être affiché. Il a exhorté les membres de l'ONG de fournir plus d'effort dans la cotisation pour plus de mobilisation des ressources afin de permettre à l'institution de faire face aux dépenses.

NOS REMERCIEMENTS

Nous adressons nos sincères remerciements à tous nos Partenaires Techniques et financiers qui nous ont accompagnés dans la mise en œuvre des actions menées tout au long de l'année 2023. Il s'agit notamment de :



Cofinancé par l'Union européenne

Fait à Djougou, le 21 Février 2024

-Directeur Exécutif



-Moussa A. AMADOU